



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

12/02/2026

Rapport au Bureau National du 31 janvier 2026

Situation économique, sociale et politique en France

En octobre, Lecornu assurait qu'il voulait « gouverner différemment », annonçait « *un changement de méthode* » par rapport aux gouvernements qui l'ont précédé et s'engageait solennellement à ne pas utiliser l'article 49.3 de la constitution^[1].

En janvier autre son de cloche : pour imposer son budget, Lecornu décide d'utiliser le 49-3 et il le déclenchera trois fois : pour le volet recettes, le volet dépenses et l'adoption finale du budget, afin qu'il soit promulgué aux alentours de la mi-février.

Programme supposant un accord de non censure particulièrement solide, capable de tenir plusieurs semaines.

Cet accord il l'a passé avec le PS. Le PS lui-même a encouragé Lecornu à recourir au 49.3. Hollande a clairement plaidé en faveur de l'utilisation du 49.3, « *seul moyen de donner à la France un nouveau budget pour 2026, seule procédure qui permette démocratiquement de faire adopter le budget* ».

Les socialistes redécouvrent la vertu démocratique du 49.3^[2] « *la moins mauvaise* » des solutions pour Olivier Faure. Le PS respecte à la lettre l'accord de non censure conclu avec Lecornu, et les députés PS dans leur grande majorité n'ont pas voté les motions de censure déposées par LFI, le PCF et EELV^[3].

Le 49-3 permet l'adoption du texte sans vote, les parlementaires ont joué un jeu qui les met à l'abri de toute vindicte populaire. Chaque parti s'abrite derrière des faux fuyants : le PCF, EELV, LFI on a voté contre, LR on n'a pas voté, Le RN on a voté contre « *on est les purs et les durs opposants* » et finalement tous ont avalisé le budget austéritaire de Lecornu.

→ Cette politique d'appui au gouvernement Lecornu s'était déjà exprimée lors du vote du PLFSS en décembre 2025, adoptée à l'Assemblée nationale grâce au vote du PS et à l'abstention d'EELV et du PCF. Le budget prévoit, entre autres, près de 4 milliards d'euros de coupes dans l'hôpital public, la limitation de la durée des arrêts maladie et l'exclusion de nombreuses maladies du dispositif des affections de longue durée (ALD).

Ces mesures restreignent l'accès aux soins et transfèrent le coût de la maladie vers les individus.

Les députés LFI afin de contester des mesures du budget pour 2026, n'ont rien trouvé de mieux que de saisir le Conseil constitutionnel, qui sans surprise a validé la majorité des articles. Le Conseil constitutionnel est une institution au service du capital et de ses serviteurs au gouvernement, il soutient régulièrement les attaques contre les travailleurs.

Vendredi 30 janvier, Lecornu a engagé par un troisième et dernier 49.3 la responsabilité de son gouvernement pour faire adopter sans vote le budget de l'État. LFI avait déjà annoncé le dépôt d'une motion de censure défendue par le groupe Gauche démocrate et républicaine, celle-ci sera examinée lundi en même temps que la motion du RN faute de majorité, ces motions seront probablement rejetées, le PS maintient sa position. Dans la foulée, le budget de l'État devrait être adopté définitivement.

En refusant de censurer le gouvernement à trois reprises, les députés PS ont validé l'usage autoritaire du 49.3, mais aussi avalisé le contenu même du budget.

Point sur la dernière version du budget de l'État.

La complicité assumée du PS permet au gouvernement d'adopter un budget dont les seuls vrais gagnants sont : celui du

→ **ministère des armées**, le journal « *Le Monde* » titrait dans son édition 28 janvier, « *il bénéficiera d'une enveloppe en hausse de 6,7 milliards d'euros par rapport à 2025, ce qui porte les crédits de paiement à*

57,1 milliards d'euros ». L'objectif : « être prêt à un engagement au plus tôt, tout en développant les capacités futures indispensables au maintien de la supériorité opérationnelle » (cf. document budgétaire consacré à « l'équipement des forces ») et du

→ **ministère de l'intérieur** regroupant la police, la gendarmerie et la sécurité civile et routière, sort aussi vainqueur des derniers arbitrages. Le Budget de 17,69 milliards d'euros de la mission « Sécurité » est en hausse de 371 millions d'euros.

→ **L'éducation nationale**, enregistre une légère hausse de 166 millions d'euros, soit 0,26 %, en comparaison de l'an dernier, donc inférieur à l'inflation s'établissant selon l'Insee (rapport du 15 01 2026) à 1,1 % en décembre 2025). Le ministre de l'Education nationale a confirmé que ce sont bien 4000 postes d'enseignants qui devraient disparaître à la rentrée prochaine 2229 postes supprimés dans le premier degré public et 1800 dans le second degré.

* Quant à **l'Enseignement Supérieur et la Recherche**, Lecornu et le ministre de l'ESR Philippe Baptiste veulent imposer 400 millions de coupes supplémentaires. Ces restrictions vont entraîner 7 000 à 8 000 suppressions de postes, des gels d'embauches et des contrats non renouvelés. Près de 80 % des établissements présenteraient un budget déficitaire pour l'année 2026.

Suppressions de milliers de postes dans la fonction publique, baisse drastique des financements de l'insertion professionnelle, coupes dans la vie étudiante, étranglement budgétaire des collectivités locales : l'offensive est généralisée.

Au nom de la défense nationale, de la sécurité, les services publics sont soumis à des coupes budgétaires drastiques. C'est autant d'argent englouti de manière à défendre les intérêts de l'impérialisme français, au détriment des services publics, de la protection sociale.

Si la société va mal c'est parce qu'elle est dominée par les capitalistes captant la richesse produite par la classe ouvrière.

Ce Budget épargne les riches et les entreprises capitalistes : pas d'austérité pour les plus riches et les grosses entreprises capitalistes

Les patrons jugent que le budget 2026 marque la fin de la politique de l'offre de la dernière décennie. Deux mille cinq cents patrons se sont rassemblés *pour dénoncer « l'alourdissement de la fiscalité sur les entreprises dans le budget »* ! Les patrons pleurent : les 300 plus grosses entreprises devront verser 7,3 milliards d'euros de surtaxe, une goutte d'eau par rapport au montant record de 107,5 milliards d'euros versés aux actionnaires des Entreprises du Cac 40 en 2025. En moyenne un milliardaire gagne en 24 minutes l'équivalent du revenu annuel moyen d'un français, à savoir 42 438 €. Depuis l'arrivée de Macron à la tête de l'Etat la fortune des milliardaires français a doublé^[4].

Les entreprises de l'armement ont vu leur chiffre d'affaires s'envoler : Dassault plus de 7 milliards d'euros en 2025, Safran 7,85 milliards d'euros, le pôle défense de Thalès atteint 8,2 milliards d'euros.

On ne parle plus des 270 milliards d'euros d'aides versées aux entreprises par l'Etat, ce que le budget de 2026 ne remet pas en question. 270 milliards empochés chaque année au nom de la création d'emploi, alors que les entreprises ne cessent d'en supprimer : 700 licenciements chez Brandt, 2 400 suppressions d'emplois chez le géant de l'informatique Capgemini, des licenciements prévus en masse dans le secteur bancaire, pour ne parler que des annonces les plus récentes.

Milliards versés aux actionnaires, cure d'austérité pour les travailleurs

Les résultats des NAO annoncent la couleur. Les augmentations atteignent en moyenne 1,7%^[5]. Beaucoup moins en comparaison aux années précédentes (2,3% en 2025 et 3,5% en 2024). Plus inquiétant encore, 53% des 143 entreprises ne prévoient pas d'enveloppes d'augmentation mais uniquement des primes. En prenant en compte ces entreprises, le taux moyen d'augmentation tombe à 0,8%.

Cela signifie que les augmentations générales ne suffiront pas à compenser l'érosion du pouvoir d'achat.

Face à l'austérité, créer un rapport de force capable de défendre les intérêts des travailleurs et des classes populaires.

Aucune opposition réelle à l'austérité ne viendra du parlement et les confédérations syndicales ne posent pas la question de la grève ou d'un blocage de l'économie, aucun processus de lutte n'est envisagé.

La secrétaire générale de la **CGT**, Sophie Binet demande « *au gouvernement de changer de budget, et que l'argent est à chercher du côté des rentiers* ».

La secrétaire générale de la **CFDT**, Marylise Léon, a appelé -avec le PS- à voter **absolument** le budget de la Sécurité sociale, elle appelle les salariés à faire des efforts et renvoie à 2027 le débat sur la question de la retraite à la carte.

Quant à **FO**, Frédéric Souillot se déclare *satisfait des concessions obtenues*.

Aucune des organisations syndicales n'ouvre de perspectives. L'inertie des confédérations syndicales n'ayant appelé à aucune riposte depuis le 10 et le 18 septembre et sans une riposte populaire, sans la dénonciation de ce budget, de son contenu et du pourquoi de ce budget rien ne fera reculer le gouvernement et inversera le rapport des forces en faveur des travailleurs. L'état de la crise est tel que finalement ce qui est proposé c'est faire pression pour obtenir une politique un peu plus à droite, un peu plus à gauche mais en restant dans le cadre du capitalisme.

Concernant la direction confédérale de la CGT, la participation à l'intersyndicale a été élevée au rang de stratégie. En faisant de cette unité des appareils l'alpha et l'oméga de la lutte, la CGT est tirée toujours plus vers les positions de la CFDT, en abandonnant la lutte de classe.

En même temps se développe également la nécessité du développement des luttes, par l'arrêt de travail collectif, au sein des entreprises, notamment sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi, et essentiellement dans ce contexte politique national et international particulièrement dégradées.

Ce que le Parlement a voté peut être détricoté et annulé par la mobilisation sociale. Une mobilisation – de très grande ampleur, à l'image de la victoire en deux jours du mouvement social en Bulgarie contre un budget 2026 très austéritaire lui aussi – on peut inverser la donne Les travailleurs et les travailleuses, lorsqu'ils s'organisent et parce qu'ils sont les premiers de cordée sur l'ensemble de la production du pays et son fonctionnement quotidien, peuvent ouvrir la voie, par la grève et notamment l'arrêt des machines, à une nouvelle situation sociale. Le passé en a fourni des exemples, en 2006 le projet de loi instituant le contrat Première Embauche (CPE) a été balayé par un important mouvement étudiant et lycéen, soutenu par des partis politiques et la plupart des syndicats.

Actuellement, personne ne le sait quelle sera l'issue.

S'il existe une tension économique politique et sociale, c'est parce qu'il y a une crise profonde du capitalisme mondial.

Au niveau international

La fuite en avant impérialiste s'accélère, les peuples paient les rivalités entre puissances. Les affrontements se font de plus en plus rudes.

Pour prendre le dessus dans la concurrence, prendre des marchés, accéder aux matières premières, les capitalistes sont prêts à faire la guerre. Ils se battent, ouvertement désormais, de manière à mettre la main sur les richesses du Groenland ; qui aura accès aux terres fertiles d'Ukraine ; qui exploitera le pétrole du Venezuela ; qui contrôlera le coltan des mines du Kivu en RDC. Les ressources naturelles présentes en République démocratique du Congo (RDC), font depuis des années, surtout le bonheur des autres ;

Si des capitalistes ont besoin de faire la guerre pour prendre le dessus dans la concurrence, débloquent des marchés, accéder à telle ou telle matière première, il y aura la guerre !

Du Venezuela jusqu'au Groenland en passant par Cuba

Dès le 3 janvier, dans un communiqué^[6] nous avons dénoncé le coup de force des États-Unis au Venezuela et le kidnapping du Président Maduro et de Cilia Flores, puis avons exigé leur libération sans condition et surtout nous avons affirmé « *notre solidarité active avec le peuple vénézuélien et appelé à se mobiliser contre l'agression impérialiste US.* ». Aggression dont les raisons doivent être analysées dans le contexte de l'exacerbation des affrontements au sein du système impérialiste^[7].

Après l'agression contre le Venezuela, Cuba est visé. Trump menace la Bolivie et le Mexique s'ils continuent de livrer du pétrole à Cuba qui « *constitue une menace extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des États-Unis, et par la présente je déclare une urgence nationale face à cette menace* ».

La « *Stratégie de Sécurité Nationale Américaine* », renouvelle la doctrine Monroe : La domination totale du continent Américain. L'Amérique du Nord au sud est la chasse gardée des États. L'autre objectif est d'affaiblir la présence de la Chine deuxième puissance économique mondiale.

La question du Groenland et de l'Arctique montre bien la racine des conflits entre les puissances capitalistes formant le système impérialiste mondial. Le Groenland est riche de ressources minérales stratégiques : cuivre, or, plomb, les pierres précieuses, les métaux des terres rares, l'uranium et le zinc. C'est une des raisons pour laquelle les États-Unis veulent s'en emparer, une des raisons pour laquelle L'UE s'y oppose. Les Groenlandais doivent décider de l'avenir du Groenland.

La lutte de libération de la Palestine.

Chaque semaine, notre hebdo analyse et condamne, appelle à la mobilisation contre l'entité sioniste colonisatrice, génocidaire et dénonce la politique des gouvernements complices du massacre des Palestiniens.

Le ministre « israélien » de la Sécurité nationale, **Itamar Ben-Gvir** fait campagne afin de faire adopter la « loi pour l'exécution » des prisonniers palestiniens. Les prisonniers palestiniens sont soumis à une **politique de famine**, privés de visites familiales, et même juridiques, et exposés à des agressions répétées à l'intérieur des

prisons, le tout sous couvert d'un « état d'urgence » prolongé depuis plus de deux ans et renouvelé pas plus tard qu'hier.

Ben-Gvir, responsable des conditions de détention et l'ensemble du gouvernement sioniste défendent une nouvelle « **loi pour la peine de mort** » visant à légaliser l'assassinat de prisonniers palestiniens, en particulier ceux désignés comme « prisonniers de premier rang ». Il y a à peine deux jours, ce projet de loi a passé sa première lecture à la Knesset sioniste.

En Cisjordanie l'Autorité palestinienne" agit comme agent de l'occupation et des puissances impérialistes, plutôt que pour protéger et défendre le peuple palestinien face au régime sioniste génocidaire

Des centaines de Palestiniens ont été arrêtés et sont actuellement détenus au sein des prisons de l'Autorité palestinienne pour avoir été accusés de résister à l'occupation. Ces derniers mois, l'AP a accentué sa collaboration financière avec les forces d'occupation sionistes et ses garants impérialistes puis réduit, coupé les salaires des familles des prisonniers, plongeant dans la précarité celles et ceux qui luttent pour la défense de la Palestine.

La solidarité internationale doit maintenant se poursuivre et s'amplifier. Afin d'aider à la libération nationale de la Palestine, il faut, plus que jamais, des actions et un discours clair, anticolonialiste, anti-impérialiste, antisioniste, dénonçant les acteurs, les complices de la colonisation mise en œuvre en Palestine.

Une paix juste est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État dans lequel les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique et indépendant.

Le point sur notre activité :

Préparation du débat national du 21 mars à Paris sur les questions de la réindustrialisation que nous qualifions : " *d'un combat de classe vital pour le changement de société.*

Des initiatives régionales préparatoires sont déjà programmées en région : Normandie le 10 février et Île-de-France le 14 février.

Beaucoup de questions se posent sur ce sujet de la réindustrialisation. Soit on fait appel à l'État, aux élus afin qu'ils prennent leurs responsabilités, soit on construit un mouvement de luttes sur des propositions de classe au sujet de la désindustrialisation/réindustrialisation. C'est un enjeu décisif concernant les luttes de la classe ouvrière, pour combattre le capitalisme et créer les conditions de l'émergence d'une société socialiste débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

Réunion de travail pour la rédaction du résumé économique et social

Depuis cinq années, semaine après semaine notre RES apporte des informations concernant les luttes sociales et analyse les évolutions économiques.

Le comité de rédaction de Communistes-Hebdo, se réunit tous les lundis matin et fixe la ligne éditoriale ainsi que les choix des thèmes à développer dans l'Hebdo. La décision a été prise de composer un groupe WhatsApp (Christian, Louis-Daniel, Tancrede, Élise, Iannis, Maurice Michel et Chantal) celui-ci se réunira le lundi à 18h00. En travaillant plus collectivement, en demandant aux membres du CN d'envoyer les informations concernant leur région, nous allons avancer en marchant et contribuer à la tenue et à l'amélioration de notre RES.

Finances

Il est toujours indispensable de porter une attention toute particulière aux finances du Parti. Jeannine organise des réunions de trésoriers de cellule et les rentrées se font plus régulièrement mais une attention toute particulière doit être portée sur la souscription, la proposer régulièrement et systématiquement permettrait d'augmenter nos ressources

[1]. Depuis 2022, les gouvernements de Macron ont fait usage près de 30 fois de l'article 49.3 de la constitution.

[2]. Entre 1988 et 1991, Michel Rocard a eu recours 28 fois au 49.3.

[3]. La motion de censure du 23 janvier a obtenu 269 voix, celle du 27 janvier 267 voix, pour une majorité requise de 289 voix.

[4]. Oxfam rapport sur les inégalités en 2025

[5] Etude réalisée par le Centre Etudes & Data du groupe Alpha

[6] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-sud/3747-le-parti-revolutionnaire-communistes-exprime-sa-solidarite-active-avec-le-peuple-venezuelien-et-appelle-a-se-mobiliser-contre-lagression-imperialiste-us>